

NATIONS UNIES

# Assemblée générale

QUARANTE-NEUVIEME SESSION

*Documents officiels*

TROISIEME COMMISSION  
24e séance  
tenue le  
mercredi 9 novembre 1994  
à 15 heures  
New York

---

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 24e SEANCE

Président : M. CISSE (Sénégal)

SOMMAIRE

POINT 99 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES, QUESTIONS RELATIVES AUX REFUGIES, AUX RAPATRIES ET AUX PERSONNES DEPLACEES ET QUESTIONS HUMANITAIRES (suite)

POINT 95 DE L'ORDRE DU JOUR : DEVELOPPEMENT SOCIAL, Y COMPRIS LES QUESTIONS RELATIVES A LA SITUATION SOCIALE DANS LE MONDE ET AUX JEUNES, AUX PERSONNES AGEES, AUX HANDICAPES ET A LA FAMILLE (suite)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE  
A/C.3/49/SR.24  
26 avril 1995  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

La séance est ouverte à 15 h 25.

POINT 99 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES, QUESTIONS RELATIVES AUX REFUGIES, AUX RAPATRIES ET AUX PERSONNES DEPLACEES ET QUESTIONS HUMANITAIRES (suite) (A/49/12 et Add.1; A/49/380, A/49/533, A/49/534, A/49/577 et Corr.1, A/49/578, A/49/218-S/1994/801, A/49/287 et Corr.1; A/C.3/49/12)

1. Mme GUSTAVA (Mozambique), se référant au rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/49/12 et Add.1), dit que sa délégation approuve les stratégies de prévention ainsi que les solutions proposées aux problèmes des réfugiés et des personnes déplacées; elle estime donc qu'il doit exister un lien entre les secours d'urgence et les activités de redressement et de développement.
2. Comme on ne le sait que trop, 16 années de conflit ont forcé près de 1,5 million de personnes à fuir le Mozambique et à chercher refuge dans des pays voisins. Il y a en outre 4,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Après la signature de l'Accord général de paix en 1992, le Gouvernement mozambicain a mis à exécution un plan de reconstruction nationale prévoyant la reconstitution des structures économiques et sociales ainsi que la réintégration et la réinstallation des rapatriés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Pour faciliter le processus de rapatriement, le Gouvernement et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), d'une part, et les gouvernements des pays d'accueil, d'autre part, ont signé des accords tripartites. Grâce à cette action concertée, plus de 60 % des réfugiés sont rentrés chez eux à ce jour, sans compter les cas de rapatriement librement consenti.
3. Après l'arrêt des hostilités en 1992, il s'est produit un mouvement de population considérable, environ 2,7 millions de personnes souhaitant regagner leurs lieux d'origine ou s'installer ailleurs. A présent que la paix et la stabilité sont à portée de la main, le Gouvernement compte que ce processus sera rapidement mené à bon terme, si tant est qu'il reçoive les ressources nécessaires en temps voulu.
4. L'achèvement rapide des opérations de déminage est une autre condition essentielle à la normalisation de la vie de millions de réfugiés et de personnes déplacées, car c'est de lui que dépend la reprise de la production agricole dans les zones rurales. Il s'agit là d'une tâche délicate et d'énorme envergure, vu la nature du conflit et l'étendue du territoire. Aussi la délégation mozambicaine lance-t-elle à nouveau un appel à la communauté internationale pour qu'elle continue d'apporter son généreux concours financier, matériel et technique aux opérations de déminage, conformément aux dispositions de la résolution 48/7 de l'Assemblée générale, en date du 19 octobre 1993. A cet égard, elle se félicite de la demande de suspension des exportations de mines terrestres et fait sien l'appel contenu dans le rapport sur l'activité de l'Organisation (A/49/1), où le Secrétaire général demande à la communauté internationale de prendre des mesures en vue de limiter la production, l'utilisation et la vente de ce type d'armes classiques et, finalement, de les proscrire entièrement. Il est important aussi que les réfugiés et les personnes

/...

déplacées puissent avoir accès à des services de base comme l'eau, les outils agricoles et les semences, les soins de santé et l'éducation.

5. Mme BURROWS (Canada) dit que son pays se félicite du consensus sans précédent auquel la récente Conférence du Caire sur la population et le développement a abouti en ce qui concerne la protection constante des réfugiés et la nécessité d'aborder, dans le cadre d'une approche globale, les problèmes auxquels la communauté internationale doit faire face. La Conférence a élaboré un programme d'action sur les migrations internationales, et il pourra servir de base à l'amélioration des structures et des instruments juridiques, politiques et institutionnels pouvant servir à régler les problèmes qui se posent en la matière. La communauté internationale doit avoir la volonté politique d'adopter une approche d'ensemble et de prendre des mesures concertées sur les questions touchant les migrations à l'échelle mondiale. Pour sa part, le Canada appuie l'idée de convoquer une conférence des Nations Unies sur cette question, comme l'envisageait l'Assemblée générale dans sa résolution 48/113, pourvu que soient réunies des conditions propices à la mise en place d'un régime de migration ordonné et humain à l'échelle mondiale, notamment l'articulation d'objectifs clairs et communs, l'élaboration préalable de stratégies régionales et la coordination avec d'autres initiatives, comme la proposition, faite à la Conférence du Caire, d'organiser une conférence internationale sur les migrations et le développement.

6. Il est d'importance capitale que la communauté internationale se penche sur les moyens de mieux s'attaquer au problème des déplacements internes involontaires. Dans ce domaine, on fait de plus en plus souvent appel aux experts du HCR, mais le Canada estime que les décisions concernant les mesures adoptées en l'occurrence par le HCR devraient être prises au cas par cas, sous l'autorité du Secrétaire général. Par ailleurs, le Canada se félicite des efforts du HCR pour donner de nouvelles directives à son personnel et à celui des organisations avec lesquelles il collabore, particulièrement à l'égard des femmes et des enfants réfugiés, victimes les plus vulnérables de la violence. Celle-ci a atteint des degrés tels en maintes régions du monde qu'il est peut-être inévitable, encore qu'inacceptable, que des fonctionnaires de l'Organisation et des agents d'autres organisations à vocation humanitaire se trouvent dans des situations où leur vie est en péril, alors même qu'ils s'efforcent de soulager les populations et de leur venir en aide. Les Canadiens ne connaissent que trop bien ces circonstances tragiques, car ils comptent trop d'amis et de compatriotes qui ne sont pas revenus de missions de maintien de la paix; c'est aussi pourquoi la délégation canadienne appuie l'élaboration d'un projet de convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé.

7. Le Canada a pris note de l'initiative qu'a prise le HCR d'harmoniser et d'améliorer ses relations avec les organisations non gouvernementales et il a accueilli avec satisfaction l'adoption de "Partenaires en action" (PARINAC), initiative qui devrait améliorer la coopération existante. Pour conclure, Mme Burrows déclare que son gouvernement continuera de donner son appui au HCR et à son équipe, même au moment où il se voit obligé de réévaluer ses propres ressources et ses moyens de résoudre au mieux les problèmes les plus pressants. Le monde tel qu'il est a manifestement besoin d'un organisme comme le HCR, et le

/...

Canada, conscient de son rôle humanitaire, envisage avec confiance et espoir ses relations futures avec cet organisme.

8. M. DLAMINI (Swaziland) dit que le problème des réfugiés et des personnes déplacées compte parmi les plus graves de ce siècle. Le Gouvernement du Swaziland est néanmoins convaincu que la situation s'améliorera dans les différentes régions du monde si les Etats Membres se concentrent sur des stratégies de prévention.

9. Bien que sa population ne soit que d'environ 820 000 habitants, le Swaziland doit faire face non seulement aux problèmes propres aux pays non industrialisés, mais aussi à un taux de chômage élevé. Malgré cela, malgré aussi la sécheresse dont souffre le pays depuis plusieurs années, le Swaziland a pu accueillir quelque 60 000 réfugiés, soit au moins 7,5 % de sa population globale, en provenance pour la plupart des pays voisins, mais plus récemment d'autres parties du monde aussi.

10. Le Swaziland a pu installer un certain nombre de réfugiés sur place, grâce à divers programmes exécutés avec le concours d'organisations et d'organismes divers. C'est ainsi que le HCR, en coopération avec le Programme alimentaire mondial, a fourni régulièrement des produits alimentaires de grande valeur nutritive aux réfugiés vivant dans les deux centres d'hébergement situés dans le pays. Le Gouvernement a en outre mis à leur disposition des terres agricoles, mais les récoltes, étant donné la sécheresse, ne leur ont pas suffi pour subvenir à leurs besoins.

11. L'enseignement a eu sa place dans le processus d'installation. Des écoles primaires et secondaires ont été aménagées de telle manière que les enfants réfugiés puissent s'y rendre à pied; les enfants qui résident dans les communautés du pays peuvent fréquenter sans difficulté les écoles locales. La santé est un autre domaine qui a retenu l'attention du Gouvernement et il a bénéficié à cet égard de la collaboration de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'organisations non gouvernementales, en particulier la Croix-Rouge. Les femmes et les enfants réfugiés ont fait aussi l'objet de programmes spéciaux. Le Swaziland estime que chaque personne a le droit de vivre avec sa famille et il considère donc le regroupement familial des réfugiés comme l'un des droits fondamentaux de la personne humaine. Aussi a-t-il respecté et favorisé l'unité familiale dans les lieux où sont installés les réfugiés.

12. En août 1993, le Swaziland, le HCR et la République du Mozambique ont entamé le processus de rapatriement librement consenti. Dès octobre de la même année, environ 6 000 réfugiés avaient fait retour au Mozambique, et ce mouvement s'est poursuivi sans interruption jusqu'en juin 1994. Nombre d'autres réfugiés ont librement regagné leurs foyers après l'arrêt des hostilités et bien d'autres encore ont fait de même après la libération de l'Afrique du Sud.

13. La délégation du Swaziland ose espérer que le Programme d'action de la Conférence sur la population et le développement, qui a eu lieu au Caire, ainsi que les résultats du Sommet mondial sur le développement social, favoriseront un développement de nature à consolider l'économie fragile des pays en développement et des pays déstabilisés par les conflits. Tel serait, pour le

/...

Swaziland, un moyen de promouvoir le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées.

14. M. DIONE (Guinée) se félicite du fait que 126 Etats sont parties à la Convention de 1951 relative au statut de réfugié, à son protocole de 1967 ou aux deux, et que plusieurs Etats africains sont également parties à la Convention de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) de 1969 régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, problèmes d'autant plus complexes que les pays africains ne disposent pas de ressources suffisantes et ne peuvent donc assumer efficacement leurs responsabilités dans la prévention ou la solution des cas de mouvements involontaires de populations.

15. Malgré les nombreuses initiatives destinées à améliorer la planification des moyens d'intervention en cas d'urgence, notamment la création du Département des affaires humanitaires et du Haut Commissariat aux droits de l'homme, la réaction a été tardive et généralement insuffisante dans la plupart des cas de crise de réfugiés survenus en Afrique. Force étant de constater que le système dépend presque entièrement des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ainsi que des ressources financières et matérielles extérieures, il importe de réfléchir davantage à de nouvelles approches. A cet égard, un système international de secours d'urgence doit être conçu et mis en place pour consolider l'interdépendance structurelle des différents acteurs ayant des mandats distincts et, pour ce faire, il faudra s'appuyer sur la coopération étroite entre les organes de l'ONU et les organisations régionales plus familiarisées avec la situation sur le terrain.

16. L'OUA a conçu un mécanisme de prévention et de règlement des conflits qui, s'il est rendu efficacement opérationnel grâce à l'appui de la communauté internationale, constituerait un atout majeur dans la solution des catastrophes génératrices de crises de réfugiés en Afrique; la délégation guinéenne lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle contribue généreusement au Fonds de l'OUA pour la paix, afin de soutenir les activités de cette organisation dans la prévention et le règlement des conflits. La Guinée tient à signaler l'appui dont elle a bénéficié de la part de la communauté internationale, et principalement du HCR, du Programme alimentaire mondial et de la FAO, sous la forme d'une assistance aux plus de 600 000 réfugiés libériens et sierra-léoniens qui ne vivent pas dans des camps de réfugiés mais dans des villages et sont intégrés à la vie locale. Il y a néanmoins des problèmes liés à l'aide alimentaire, du fait que des experts ont procédé à des évaluations théoriques et proposé des solutions sans souci de pragmatisme. Par ailleurs, des projets générateurs de revenus ont été conçus et offerts aux réfugiés sans que le Gouvernement guinéen en ait été informé, et l'on n'y a pas tenu compte de la situation particulière des agriculteurs et des artisans réfugiés, non plus que déterminé à partir de quel moment le réfugié est censé devenir autosuffisant.

17. Compte tenu de tous ces facteurs, la délégation guinéenne encourage le renforcement de la coopération dans un cadre multilatéral entre les organismes des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales ainsi que la consolidation du dialogue avec les gouvernements des pays d'asile afin de rendre plus efficace l'assistance aux réfugiés. Enfin, elle prie la communauté internationale de participer plus activement et plus étroitement à la recherche

/...

d'une solution pacifique des conflits au Libéria; ils affectent particulièrement la Guinée, qui a pris une large part dans la responsabilité assumée par la sous-région en vue de trouver une solution rapide et efficace à cette crise.

18. Mme KYEYUNE (Ouganda) dit que de nouvelles vagues de réfugiés et de personnes déplacées sont venues compromettre les résultats louables obtenus par le HCR dans le domaine du rapatriement librement consenti, principalement en Afrique et en Asie. A en juger par les statistiques, l'avenir s'annonce sombre dans le monde entier. Comme le fait remarquer le Secrétaire général dans son rapport (A/49/578), les conflits internes continuent à provoquer des déferlements massifs de réfugiés. L'énorme accroissement du nombre de ces derniers montre bien que s'il est assurément essentiel d'avoir une stratégie qui soit applicable à des situations concrètes et puisse ainsi atténuer tant soit peu les difficultés où se trouvent ces personnes, elle n'a guère d'effet modérateur sur le flux des réfugiés. Il faut s'attaquer sans tarder aux causes profondes des conflits qui ne laissent aux habitants d'autre issue que la fuite.

19. Le nombre des réfugiés en Ouganda a triplé depuis 1990. La délégation ougandaise estime, tout comme le Haut Commissaire pour les réfugiés, que la recherche de solutions doit non seulement porter sur la situation relative aux droits de l'homme, mais aussi garantir la sécurité économique. Il y a en effet de multiples causes aux conflits qui provoquent les déplacements de populations, et notamment les difficultés économiques, l'injustice sociale et l'oppression politique. Les Etats membres de l'OUA ont mis sur pied un mécanisme de prévention, de gestion et de règlement des conflits dans le cadre de leurs initiatives visant à établir la paix dans la région. L'Ouganda, résolu à rendre ce mécanisme efficace et viable, prie instamment l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale d'apporter à ce système tout l'appui nécessaire, vu la situation socio-économique difficile où se débat l'Afrique.

20. La région des Grands Lacs en Afrique, où 2 millions de réfugiés du Rwanda sont récemment venus rejoindre les nombreux réfugiés déjà sur place, mérite une attention particulière, et il est à prévoir que la situation explosive au Rwanda et au Burundi suscitera de nouveaux flux de réfugiés vers les pays voisins. Or non seulement les réfugiés mènent une existence difficile dans les camps, mais les pays d'accueil ont épuisé les ressources sociales et économiques qu'ils pouvaient leur fournir; il faut donc que la communauté internationale supplée en faisant bénéficier aussi bien les réfugiés que les pays d'asile d'une assistance humanitaire et d'une aide au développement. De plus, il importe de tenir particulièrement compte des besoins de la population locale, dont les ressources sont directement touchées. A cet égard, l'Ouganda maintient sa décision de continuer d'accueillir les réfugiés. Il estime, comme le HCR, que le rapatriement librement consenti est la solution idéale du problème des réfugiés et, considérant que les pays d'origine sont les premiers responsables du sort de leurs ressortissants, il les prie instamment de créer un climat propice à leur rapatriement. Les agissements des anciennes milices gouvernementales rwandaises, qui font obstacle dans l'est du Zaïre à l'action du HCR en faveur du rapatriement, sont un sujet de grave préoccupation. La délégation ougandaise note que le Secrétaire général a décidé d'accorder la priorité absolue aux conditions actuelles dans le Rwanda et espère que des mesures concrètes seront prises pour sauver la situation.

/...

21. Les soins apportés à répondre aux besoins des femmes réfugiées, ainsi que la mise en place d'un vaste réseau d'information sur ces réfugiées en vue d'établir des rapports nationaux en prévision de la Conférence mondiale sur les femmes, qui aura lieu en 1995, sont autant de progrès encourageants. Il faut espérer qu'on facilitera la participation à la Conférence de représentantes de ces femmes réfugiées. D'autre part, l'Ouganda appuie sans réserve la politique de protection et d'assistance suivie par le HCR en faveur des enfants réfugiés et comportant trois principaux éléments : services directs, aide à l'enfant par l'intermédiaire de la famille, et aide à l'enfant et à la famille par l'intermédiaire de la communauté; il juge également important de dispenser une éducation scolaire aux enfants réfugiés, notamment dans les situations d'urgence.

22. L'Ouganda se félicite des mesures prises par le Haut Commissaire et par les autres membres du Comité interinstitutions permanent qui cherchent les moyens d'appliquer les conclusions du Conseil économique et social et les résolutions de l'Assemblée générale visant à assurer une meilleure coordination de l'assistance humanitaire et à nouer des liens plus étroits entre les secours d'urgence, le relèvement et le développement. Il se réjouit également de la collaboration suivie entre le HCR et d'autres entités des Nations Unies, en particulier le PAM, l'UNICEF, l'OMS et le Département des affaires humanitaires, la jugeant indispensable à la rapidité et à la coordination de toute intervention dans les cas d'urgence, et il félicite les organisations non gouvernementales de leur contribution essentielle, en particulier au niveau du financement, ainsi que de leur présence active dans les zones où affluent les réfugiés.

23. M. SUTOYO (Indonésie) applaudit aux initiatives visant à envisager sous un angle plus large les crises occasionnées par la présence de réfugiés et de personnes déplacées; le HCR pourrait ainsi se concentrer sur les tâches qui relèvent de son mandat, tout en profitant de l'expérience et des activités des organismes qui ont des intérêts proches des siens. Il faut coordonner les activités pour éviter les dépenses inutiles et les doubles emplois et mettre en oeuvre rationnellement tous les moyens dont dispose l'Organisation afin d'apporter des solutions durables aux problèmes des réfugiés et des personnes déplacées. Il convient de se féliciter de la décision qu'ont prise le HCR et les membres du Comité interinstitutions permanent de chercher la meilleure façon d'appliquer, dans la pratique, les résolutions du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale et d'assurer ainsi une meilleure coordination de l'assistance humanitaire; M. Sutoyo applaudit aussi à la collaboration qui s'est instaurée entre le HCR et des entités telles que le PAM, l'UNICEF, l'OMS et le Département des affaires humanitaires.

24. Il y a lieu de rendre hommage aux efforts accomplis par le HCR en vue de mobiliser des équipes d'urgence en cas de crise, d'appliquer le programme de formation à la gestion des situations d'urgence pour améliorer les compétences de son personnel dans ce domaine, et de constituer des stocks d'articles de première nécessité pour les secours d'urgence. Il est encourageant de noter le champ élargi de l'action entreprise pour trouver une solution durable aux problèmes des réfugiés. Comme l'a établi la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, les violations de ces droits sont au nombre des causes multiples du déplacement des populations. Il faut y ajouter le déni du droit au

/...

développement, qui a condamné tant de pays à la pauvreté et leur population à une vie de désespoir et de dénuement. L'Indonésie est d'accord avec les conclusions de l'analyse du HCR : la recherche de solutions durables au problème des réfugiés implique à la fois l'octroi d'une assistance humanitaire et l'apport d'une aide au développement. Dans cet ordre d'idées, il convient d'approuver le HCR quand il a recours à des projets à impact rapide qui associent l'assistance aux réfugiés et l'aide au développement à plus long terme.

25. En ce qui concerne les femmes et les enfants réfugiés, la délégation indonésienne appuie les efforts que fait spécialement le HCR pour tenir compte de leurs besoins et intérêts propres et elle exhorte les autres organismes des Nations Unies qui participent aux opérations humanitaires de secours ainsi que les organisations non gouvernementales à mettre davantage l'accent sur la sensibilisation aux spécificités des deux sexes et les besoins des enfants réfugiés. A cet égard, il faut maintenir et même renforcer si possible la collaboration avec l'UNICEF et le Département des affaires humanitaires. Pour conclure, M. Sutoyo note que la situation des réfugiés dans la région de l'Asie du Sud-Est s'est stabilisée et que les programmes de rapatriement librement consenti ont manifestement réussi; il ajoute que son pays demeure résolu à contribuer encore à la recherche de solutions d'ensemble dans ce domaine.

26. Mme AITZAZ (Pakistan) fait remarquer que la communauté internationale a démontré depuis la fin de la guerre froide qu'en s'attaquant aux causes profondes des mouvements de réfugiés - guerre civile, violations des droits de l'homme, sécheresse, famine, dégradation de l'environnement - il est possible d'ouvrir la voie à la consolidation de la paix et au retour et la réinstallation de ces réfugiés. Le Pakistan constate avec satisfaction que des résultats positifs ont été obtenus dans ce domaine, notamment avec le retour des réfugiés au Cambodge, au Myanmar, au Mozambique et en Amérique centrale. Toutefois, il se produit actuellement de nouveaux mouvements de réfugiés, surtout en Afrique, au Caucase, en Asie centrale et dans les Balkans, et ils constituent une grave menace pour la paix et la sécurité internationales et pour le développement socio-économique à long terme de ces régions. Il faut utiliser au maximum les mécanismes de diplomatie préventive des Nations Unies afin de régler ces conflits et de mettre un terme aux flux de réfugiés.

27. La tendance à relier les activités humanitaires aux opérations de maintien et de rétablissement de la paix est irréversible. Ce type d'association ne doit toutefois pas aboutir à un amalgame des mandats des différents organismes. Le Pakistan appuie les mesures prises par le HCR pour intensifier sa collaboration avec le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et pour replacer les questions et les conflits qui sont à l'origine de déplacements forcés dans un contexte politique. Le HCR a confirmé que 80 % des réfugiés du monde entier sont des femmes et des enfants, d'où la nécessité d'une protection et d'une aide spéciales à ces catégories les plus vulnérables des populations de réfugiés. Le HCR devrait intensifier les activités entreprises en faveur de ces groupes. Le Pakistan prie instamment aussi le HCR de diffuser ses documents intitulés : "Note sur certains aspects de la violence sexuelle contre les femmes réfugiées", "Lignes directrices pour la protection des femmes réfugiées" et "Les enfants réfugiés : Principes directeurs concernant la protection et l'assistance"; il estime en effet qu'ils sont d'une très grande utilité.

/...



28. Malheureusement, les urgences plus "criantes" qui se produisent dans le monde ont relégué au deuxième plan les urgences "silencieuses", et le HCR accorde de ce fait une attention moindre aux programmes de soins et d'entretien, alors qu'ils sont tout aussi importants que les interventions en cas de situations d'urgence; le HCR devrait leur consacrer davantage de ressources afin d'arriver à des solutions durables à long terme.

29. Environ 4 millions de réfugiés afghans au Pakistan et en République islamique d'Iran attendent que la situation s'améliore pour rentrer chez eux. Le Pakistan appuie pleinement les efforts de paix et de réconciliation faits en Afghanistan pour faciliter le rapatriement et la réinstallation de ces réfugiés et le redressement de l'économie afghane. Au Pakistan, le nombre de réfugiés avait légèrement baissé : de 1,5 million en 1992 à 1,4 million au début de 1994; la poursuite des combats en Afghanistan a toutefois ralenti le rapatriement et provoqué au contraire l'arrivée de 126 000 nouveaux réfugiés.

30. Le manque de fonds constitue un autre obstacle au rapatriement des réfugiés. La réduction massive des services fournis par le HCR aux réfugiés afghans au Pakistan, du fait de la politique de retrait progressif de l'assistance a ajouté à la charge supportée par le Pakistan, pays dont les ressources sont déjà limitées. Les pays donateurs et le HCR ont réduit leurs contributions, prévoyant une diminution beaucoup plus importante du nombre des réfugiés au Pakistan, mais étant donné le ralentissement du rythme de rapatriement des réfugiés, le HCR, le PAM et les pays donateurs devraient réexaminer la situation et accroître leur assistance. Etant donné les conditions actuelles en Afghanistan, le Pakistan continuera de fournir assistance et abri aux réfugiés afghans. Il espère toutefois que la communauté internationale des donateurs partagera cette charge avec lui. Il faut noter aussi que la présence, depuis 16 ans, de réfugiés afghans sur le territoire pakistanais a causé de graves dommages écologiques.

31. L'agression brutale et la politique de nettoyage ethnique à laquelle se livrent les autorités serbes ont provoqué le déplacement de 2,8 millions de personnes originaires de Bosnie-Herzégovine, soit 65 % de la population; c'est une véritable tragédie qu'on n'ait pu mettre fin à pareille situation. Le Pakistan salue les efforts que fait le HCR pour fournir une assistance humanitaire aux Bosniaques. Il estime en outre que la communauté internationale doit mettre un terme à l'agression serbe et favoriser un climat propice au retour des réfugiés de Bosnie-Herzégovine dans des conditions honorables et sûres.

32. Le Pakistan souhaite appeler l'attention de la communauté internationale sur la situation difficile des réfugiés de la région du Cachemire occupée par l'Inde; il y a cinq ans qu'ils fuient la répression et la terreur infligées par ce pays. Les dernières preuves des violences perpétrées par l'Inde contre la population autochtone du Cachemire ont été apportées par l'organisation danoise de médecins en faveur des droits de l'homme qui a publié récemment un rapport sur ce qu'elle a pu constater lors de sa visite dans les camps de réfugiés d'Azad Kashmir, du 5 au 11 juin 1994. Dans ce rapport, intitulé "Preuves de la violence organisée contre les réfugiés de la région du Cachemire occupée par l'Inde", cette organisation confirme que les forces de sécurité indiennes se rendent coupables d'actes de violence contre les hommes, les femmes et les

/...

enfants ainsi que de violations des droits de l'homme reconnus internationalement.

33. Le Pakistan estime que l'heure est venue de convoquer une conférence internationale pour étudier les problèmes des réfugiés, des rapatriés, des personnes déplacées et des migrants et élaborer une stratégie appropriée. Il prie instamment le HCR de participer plus activement au processus préparatoire du Sommet mondial pour le développement social et à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, afin que les questions relatives aux réfugiés reçoivent l'attention qu'elles méritent dans les déclarations et programmes d'action qui seront adoptés lors de ces réunions.

34. M. EGELAND (Norvège) déclare que son pays appuie sans réserve la déclaration faite par le représentant de l'Allemagne au nom de l'Union européenne et des Etats qui vont en faire partie. Le problème des réfugiés atteint presque partout des proportions alarmantes. Le nombre de personnes ayant besoin d'une protection internationale a augmenté de façon spectaculaire, et il faut donc aborder de façon plus systématique les questions liées à la protection des populations en cas de fuite massive provoquée par la guerre et les conflits. Les mouvements de réfugiés aussi bien que les déplacements à l'intérieur des pays sont en fait des exodes forcés dus à la peur des persécutions, des conflits armés, des troubles civils, de la violence généralisée ou de violations massives des droits de l'homme. Le droit de ces populations à une protection internationale est largement reconnu, bien que leur situation ne corresponde pas toujours à la notion de persécution définie dans la Convention des Nations Unies de 1951 relative au statut des réfugiés. Aujourd'hui, le nombre de personnes déplacées dans leur propre pays dépasse de beaucoup celui des personnes considérées comme des réfugiés en vertu de la Convention de 1951. Il n'y a donc aucun sens à ne s'intéresser qu'aux aspects transfrontières des mouvements forcés de population. La Norvège a affirmé à plusieurs reprises sa ferme conviction que la communauté internationale doit se charger de la protection et de l'aide à accorder aux personnes déplacées dans leur pays et jouer un rôle plus actif et plus cohérent en la matière au sein des Nations Unies et des structures régionales. Il existe des liens étroits entre les violations des droits de l'homme et les déplacements forcés en cas de conflit interne ou de troubles civils, et c'est pourquoi la Norvège estime que le Représentant du Secrétaire général chargé de la question des personnes déplacées dans leur propre pays a un rôle très important à jouer dans ce domaine.

35. Les mesures à prendre pour résoudre le problème des réfugiés par le biais du rapatriement librement consenti sont les mêmes que celles qui s'imposent pour améliorer la situation des personnes qui ont dû se déplacer dans leur propre pays ou qui redoutent d'avoir à le faire. En outre, si l'on parvient à éviter les déplacements internes en supprimant les raisons qui obligent des personnes à prendre la fuite, il se peut que disparaîtront de même les causes immédiates des mouvements de réfugiés. La Norvège constate donc avec plaisir que le HCR continue d'étudier cette question si complexe et qu'il continue d'élaborer des critères et des principes en vue de procéder à l'examen des problèmes de ces groupes. Il faut trouver de nouveaux moyens de garantir la protection internationale des personnes ainsi affectées, même si leur situation ne ressortit pas exactement aux instruments juridiques en vigueur.

/...

36. Les activités humanitaires ne peuvent à elles seules éviter les crises liées aux réfugiés ni y apporter des solutions; la volonté politique est fondamentale dans tous les cas. Cela dit, l'aide humanitaire est de plus en plus intégrée à la démarche générale adoptée pour gérer les conflits. De fait, l'assistance humanitaire et les activités de réintégration peuvent être cruciales pour rétablir le contact entre différentes catégories d'une population déchirée par la guerre tant pendant la phase d'urgence que durant le processus de consolidation de la paix après le conflit. La Norvège estime que les organisations non gouvernementales sont celles dont l'action est le plus efficace dans ce type d'action humanitaire. Elle s'enorgueillit d'avoir été l'un des principaux pays à financer le processus "Partenariat en action" et apportera une contribution financière pour aider à mettre en pratique les recommandations d'Oslo adoptées en Norvège au début de 1994.

37. Pour que les activités communes soient couronnées de succès, il est essentiel qu'elles s'inspirent d'une stratégie globale qui comporte des objectifs bien définis, bénéficie de ressources suffisantes et prévoie une répartition efficace des tâches entre les organismes participants. Les mesures de prévention et de protection et la recherche de solutions durables devront faire l'objet d'une collaboration croissante avec les modalités et mécanismes politiques des Nations Unies, comme l'a bien montré l'expérience vécue au Rwanda. De même, il convient d'établir une meilleure corrélation entre les activités humanitaires et les opérations de maintien de la paix; elles sont traditionnellement menées séparément afin de préserver l'impartialité et le caractère non politique des activités humanitaires, ce qui continue d'être un objectif essentiel, mais il est de plus en plus nécessaire de coordonner les activités humanitaires avec celles des forces de maintien de la paix, des observateurs politiques, des observateurs des droits de l'homme et des autres personnes qui prennent part aux opérations des Nations Unies. De même, il convient de développer la coopération avec les institutions militaires et civiles de défense, de manière à améliorer la capacité logistique et d'intervention en général. Durant l'exécution de ces activités concertées, il faut éviter de politiser l'octroi de la protection ou l'accès aux secours humanitaires, afin que les agents de l'aide humanitaire ne deviennent pas les otages des parties au conflit.

38. M. OWADA (Japon) réaffirme le ferme soutien du Japon au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Pour la première fois, son pays a décidé d'envoyer à l'étranger des éléments de ses forces de défense; leur mission est humanitaire et a pris la forme d'activités liées à l'assistance médicale, à l'assainissement, à l'approvisionnement en eau et au transport aérien au Zaïre. Bien qu'on ait donné à entendre que la situation d'urgence des réfugiés en République-Unie de Tanzanie et dans certaines régions du Zaïre se serait quelque peu stabilisée, le Japon est de plus en plus préoccupé par le problème de la sécurité dans certains camps de réfugiés situés au Zaïre, où il semble que certains éléments de l'ancienne armée et de la milice du Rwanda ont empêché l'acheminement de secours et la prestation de services spéciaux. Le maintien de la sécurité est une condition indispensable à la fourniture d'une aide humanitaire efficace, et la communauté internationale doit donc s'efforcer de prendre d'urgence les mesures nécessaires pour mettre un terme à cet état de choses.

/...

39. Le Japon a noté avec plaisir les progrès notables enregistrés dans les programmes de rapatriement librement consenti, surtout en Afrique et en Asie, et il se réjouit en particulier des résultats satisfaisants obtenus au Myanmar et dans d'autres pays de l'Asie du Sud-Est ainsi qu'au Mozambique. Il est cependant évident que ce processus ne saurait être mené à bien sans l'appui politique constant des parties concernées; si, par exemple, l'Afghanistan a pu faire état du retour en 1992 de 1,5 million de réfugiés, chiffre sans précédent, le rythme des rapatriements a commencé à diminuer dans ce pays à mesure que l'instabilité politique y augmentait.

40. Le Japon se félicite que le Haut Commissaire et le personnel du HCR oeuvrent dans le cadre plus large des activités entreprises par la communauté internationale pour résoudre les crises humanitaires. L'aide humanitaire ne peut en effet venir à bout, à elle seule, du problème des réfugiés et il convient donc de plus en plus de coordonner les activités d'aide humanitaire avec les opérations de maintien de la paix, comme dans le cas de l'APRONUC au Cambodge, de l'ONUMOZ au Mozambique et de la FORPRONU dans l'ex-Yougoslavie. Encore faut-il éviter soigneusement que ces opérations ne mettent en danger les programmes d'aide humanitaire, car elles comportent pour l'Organisation des Nations Unies le risque de se trouver impliquée dans les hostilités, compromettant ainsi l'aide humanitaire que le HCR ne peut fournir qu'en maintenant sa position d'impartialité dans les conflits.

41. Le Japon constate avec plaisir que le HCR a l'intention de coopérer davantage avec le Haut Commissariat aux droits de l'homme, étant donné que les violations de ces droits et les conflits internes comptent parmi les causes principales des flux de réfugiés. Pour faire face à ce problème, il y a lieu de renforcer la collaboration avec les autres organismes du système des Nations Unies. Le Japon se félicite donc du zèle que met le HCR à oeuvrer de concert avec d'autres organisations humanitaires telles que le CICR, l'OIM, le PAM, l'UNICEF et l'OMS.

42. Le budget du HCR a augmenté l'année dernière, ce qui montre que les donateurs comptent que le Haut Commissariat jouera un rôle de plus en plus important; il importe cependant que ce budget soit géré de façon toujours plus efficace et transparente. A cet effet, le Japon favorise la proposition du Haut Commissaire visant à mettre en place un service d'inspection et d'évaluation.

43. Le HCR participe de plus en plus à des programmes de prévention dans les pays d'origine, à des activités de secours d'urgence, de relèvement, de développement, et de protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. Même si ces activités sont en rapport avec son mandat initial, le HCR ne devrait se décider à les entreprendre qu'après avoir étudié de près sa capacité d'organisation et s'être assuré qu'il peut les exécuter avec efficacité et sans étendre par trop le champ de ses opérations.

44. Le Japon partage les préoccupations exprimées par le Haut Commissaire en ce qui concerne la sécurité du personnel qui participe aux opérations humanitaires. Il importe d'adopter toutes les mesures voulues pour garantir cette sécurité. M. Owada est entièrement convaincu que le projet de convention internationale relative à la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé devrait couvrir aussi bien les opérations d'aide humanitaire des Nations Unies

/...

que les opérations de maintien de la paix, vu le danger auquel s'exposent les personnes qui prennent part aux activités de secours.

45. M. VOLSKI (Géorgie) note que le problème des réfugiés dans son pays affecte environ 300 000 citoyens, principalement des Géorgiens, des Abkhazes, des Ossètes, des Russes, des Grecs et des Juifs qui ont dû abandonner leur foyer pour trouver un refuge et de quoi se nourrir. La Géorgie a été le théâtre de trop d'événements tragiques, surtout dans la région occidentale d'Abkhazie. En conséquence, il considère que la tâche du HCR dans la région est d'une importance vitale, comme le sont les mesures adoptées conjointement par les organisations non gouvernementales et les pays donateurs pour sauver des milliers de personnes.

46. Le problème du retour des réfugiés ne peut être réglé que par une solution négociée du conflit. A cet égard, la Géorgie attend beaucoup des efforts de l'ONU, de la CSCE et de la Fédération de Russie, pays qui facilite les négociations, ainsi que de la présence de la Force de maintien de la paix de la CEI, des observateurs militaires des Nations Unies dans la zone du conflit et, en particulier, de la participation du Secrétaire général au processus de paix dont il a été question lors de sa récente visite en Géorgie.

47. Pour trouver une solution au conflit et en éliminer les causes, il faut élaborer une stratégie générale de grande envergure. Comme contribution à la réalisation de cet objectif, il y a un certain mérite à la proposition qu'a faite le Haut Commissaire pour les réfugiés d'organiser une série de réunions et de consultations internationales, ainsi qu'une conférence mondiale sur les divers aspects de la question. Il faut espérer à ce sujet que les organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et les organisations internationales participeront aux travaux préparatoires du HCR. Il importe aussi d'envisager un mécanisme qui permette aux réfugiés de recouvrer leurs droits et qui garantisse que les auteurs de crimes contre l'humanité ne resteront pas impunis. En Géorgie, la situation demeure précaire, et les parties concernées devront faire de grands efforts pour y maintenir la confiance déjà fragile en une solution pacifique.

48. Mme KOVALSKA (Ukraine) approuve entièrement la partie de la déclaration du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés où il a parlé des attitudes régionales face au problème des réfugiés et a fait mention de la Communauté des Etats indépendants (CEI) et des Etats baltes. En raison de sa relative stabilité politique, l'Ukraine est devenue un pays d'accueil que choisissent de préférence les réfugiés en provenance des républiques de l'ex-URSS en proie à des conflits interethniques. En 1993, près de 45 000 personnes ont demandé à bénéficier du statut de réfugié; 35 000 d'entre elles venaient de zones de conflit du territoire de l'ex-Union soviétique, et 10 000 de pays d'Asie et d'Afrique. Peuvent également être assimilés à la catégorie de réfugié les groupes de population et les peuples entiers qui ont été déportés par l'ancien régime dans les limites de l'ex-Union soviétique. Actuellement, des centaines de milliers de personnes souhaitent réintégrer leur patrie, projet rendu extrêmement difficile en raison de la crise économique actuelle et du fait que d'autres Etats issus de l'ex-Union soviétique ont refusé de participer à ce processus. L'Ukraine a été le seul Etat à ratifier la Convention de la CEI relative au rétablissement des droits des personnes, des minorités et des

/...

peuples déportés, signée à Bishkek le 9 octobre 1993 par les chefs d'Etat des pays membres de la CEI. Jusqu'au mois de septembre 1993, près de 260 000 Tatars de Crimée ainsi que des milliers d'Arméniens, de Grecs, d'Allemands et de Bulgares sont revenus en Crimée. Le rapatriement des Tatars de Crimée, prévu comme un processus organisé, s'est effectué spontanément. Même s'il s'agit d'une catégorie de personnes qui ne correspond pas entièrement à la définition de réfugiés contenue dans la Convention et dans le mandat du Haut Commissariat pour les réfugiés, l'Ukraine espère recevoir une aide internationale et souhaite que le HCR tire parti de son crédit moral pour obtenir la participation des Etats qui refusent de contribuer au rapatriement des victimes des déportations.

49. Le problème posé par les déplacements vers l'Ukraine revêt maintenant une ampleur telle qu'il semble opportun d'ouvrir un bureau du HCR en Ukraine. En raison de sa situation géographique, ce pays voit affluer des masses de migrants désireux de s'infiltrer dans les pays occidentaux, ce qui ne favorise pas la stabilité intérieure. Depuis 1991, le "trafic illicite de personnes" est devenu un élément caractéristique de la situation de l'Ukraine et de ses régions frontalières : en 1993, 17 800 personnes ont été arrêtées (270 fois plus qu'en 1991), dont plus de la moitié en provenance de pays de l'Asie du Sud-Est, du Proche-Orient, du Moyen-Orient et d'Afrique. Les autorités ukrainiennes compétentes ont pris les mesures voulues pour renforcer les normes juridiques relatives au contrôle des frontières et aux peines prévues pour des infractions de ce type.

50. L'Ukraine accorde une attention toute particulière à l'élaboration et à l'application de mesures législatives, politiques et diplomatiques de nature à éliminer les causes des flux de réfugiés et des déplacements massifs de population, car il existe une relation directe entre les problèmes des réfugiés et l'instabilité interethnique. A la suite du démembrement de l'Union soviétique, des milliers de personnes, y compris des Ukrainiens, se sont retrouvées hors des limites de leur patrie ethnique. Les Etats doivent mettre en oeuvre des moyens adéquats pour éviter que ces personnes ne viennent grossir les rangs des millions de réfugiés et de rapatriés forcés. Les Ukrainiens qui vivent dans les pays voisins y constituent une minorité nationale et sont moins protégés que les minorités nationales qui vivent en territoire ukrainien. La protection de leurs droits doit être assurée par l'effet d'une coopération avec les pays voisins et d'accords bilatéraux conclus avec eux sur la base du principe de l'égalité et de la réciprocité et reflétant les nouvelles réalités politiques et économiques inhérentes à l'existence d'Etats souverains et indépendants. L'Ukraine juge inadmissible et incompatible avec les normes internationales de communication entre les pays toute pression politique ou économique exercée sous le prétexte de défendre les droits des minorités nationales; bien au contraire, c'est le respect mutuel et les relations de bon voisinage qu'il importe de renforcer si l'on veut instaurer un climat de paix et de stabilité.

51. La Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques marque une étape importante vers l'élaboration d'engagements internationaux dans ce domaine. La recherche de positions mutuellement compatibles en ce qui concerne les garanties des droits des minorités nationales permettra de mettre en place des mécanismes

/...

plus efficaces pour éviter la violence interethnique et réduire ainsi le nombre de réfugiés tout en consolidant la stabilité et la paix internationales.

52. M. STEFANOV (Bulgarie) partage l'opinion que le Haut Commissaire a exprimée dans son rapport, à savoir que les Etats d'Europe centrale et orientale se heurtent à des difficultés de plus en plus grandes, qui sont liées à leur transformation en pays d'asile ou de transit. Du fait qu'elle a assoupli depuis 1989 les formalités requises pour les voyages et la délivrance de visas, la Bulgarie est devenue un pays de transit pour les migrants voulant se rendre en Occident, mais ces personnes restent en Bulgarie en raison du caractère plus restrictif des normes régissant l'admission des étrangers dans la majorité des pays européens. La Bulgarie elle-même compte actuellement plus de 15 000 étrangers qui n'ont pu ni entrer dans les pays de destination ni renouveler leur visa de séjour en Bulgarie. Nombre d'entre eux demandent l'asile ou le statut de réfugié, même s'ils n'ont pas besoin d'une protection internationale au sens où l'entend la Convention de 1951. On a dénombré au cours des neuf premiers mois de 1994 deux fois plus de demandeurs d'asile que durant toute l'année précédente. Depuis septembre 1992, environ 150 réfugiés de Bosnie-Herzégovine et 48 de l'ex-Union soviétique reçoivent une aide et une protection temporaire. En 1993, 87 autres personnes ont obtenu en Bulgarie le statut de réfugié, conformément au mandat du HCR. En septembre 1994, le Gouvernement bulgare a approuvé des dispositions réglementaires concernant l'application de la Convention de 1951 et il prépare un projet de loi sur les réfugiés qui sera soumis au Parlement pour examen.

53. M. Stefanov sait gré au HCR de l'aide qu'il a fournie aux autorités judiciaires et de police ainsi qu'à d'autres fonctionnaires bulgares en ce qui concerne la protection des réfugiés, l'élaboration d'une législation et la création d'institutions, et il le remercie d'avoir prêté son concours à l'organisation du colloque international sur la protection des réfugiés d'Europe centrale et orientale qui s'est tenu à Sofia en juin 1994. La Bulgarie est particulièrement préoccupée par l'aspect humanitaire de la guerre dans l'ex-Yougoslavie. Il existe toujours un risque de prolifération des foyers tragiques de conflit interne dans cette guerre, et il en résulterait des flux massifs de réfugiés et une aggravation de la situation déjà inquiétante des réfugiés dans les Balkans. Il importe donc d'établir un système d'échange d'informations sur les situations d'urgence qui peuvent causer de nouveaux flux de réfugiés et d'appliquer des mesures préventives de nature à éviter qu'ils ne se produisent.

54. M. BOREL (Observateur du Comité international de la Croix-Rouge) fait remarquer que la violence effrénée dont on a vu des manifestations au Rwanda, au Libéria, en Bosnie-Herzégovine, en Afghanistan et dans bien d'autres régions du monde a entraîné le déplacement d'environ 25 millions de personnes à l'intérieur de leur propre pays, et que la situation difficile où elles se trouvent exige qu'on prenne des mesures efficaces d'urgence. Du fait que la très grande majorité de ces personnes se sont vues contraintes de fuir en raison de conflits armés, elles tombent sous la protection du droit international humanitaire; elles sont couvertes à ce titre par le mandat du CICR et bénéficient de ses activités de protection et d'assistance. Il faut bien reconnaître cependant que, malgré son caractère universel, le droit humanitaire est trop souvent ignoré. Dès lors, la responsabilité de la communauté internationale est engagée

/...

en vertu des quatre Conventions de Genève de 1949 qui stipulent que les Etats parties doivent non seulement respecter ces conventions mais aussi les faire respecter.

55. En vue de fournir une protection et une assistance plus efficaces aux personnes déplacées, l'Organisation des Nations Unies a ouvert un débat constructif sur ce thème, coordonné par le Représentant spécial du Secrétaire général, et le CICR y participe activement. En tant que civils protégés par le droit humanitaire, les personnes les plus vulnérables, à savoir les femmes, les enfants et les vieillards, qu'ils soient déplacés ou non, sont les premiers à bénéficier de cette protection. On doit dès lors se demander s'il serait souhaitable d'élaborer des règles qui se limiteraient à la protection des personnes déplacées. La création de plusieurs catégories de victimes irait peut-être à l'encontre de l'esprit même du droit humanitaire au détriment de l'ensemble des victimes de conflits armés.

56. De l'avis du CICR, il est préférable de tout mettre en oeuvre pour que le droit international existant soit respecté et de réfléchir aux moyens d'améliorer son application. C'est dans cette optique que le Gouvernement suisse a convoqué, il y a un peu plus d'un an, à l'initiative du CICR, la Conférence internationale pour la protection des victimes de la guerre, dont le suivi devrait déboucher, il faut l'espérer, sur des recommandations concrètes. Dans ce contexte, l'expérience que le Comité a acquise sur le terrain montre toute l'importance de l'obligation pour les Etats de faire connaître le droit humanitaire à leurs forces armées.

57. L'amélioration de l'action en faveur des réfugiés et des personnes déplacées passe aussi par une meilleure coopération entre les organismes humanitaires eux-mêmes; M. Borel se félicite donc de l'étroite concertation qui s'est instaurée entre le CICR et le HCR et il espère qu'elle ira s'intensifiant. Il est indispensable aussi de veiller à adopter une approche cohérente qui assure l'exercice de l'action humanitaire dans un esprit de neutralité et d'impartialité absolues. En vue de renforcer ce cadre éthique, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, en consultation avec diverses organisations non gouvernementales et avec le concours du CICR, a élaboré un code de conduite pour les organisations intervenant en cas de catastrophe, et il est souhaitable qu'il fasse l'objet d'une adhésion aussi large que possible.

58. En guise de conclusion, l'observateur du CICR précise que l'assistance humanitaire ne peut être qu'un palliatif, mais il devrait frayer la voie à une solution des problèmes politiques et militaires qui sont à l'origine de la violence et dont la responsabilité incombe essentiellement aux Etats en cause. C'est en respectant les normes du droit international humanitaire que tous les belligérants prépareront la réconciliation tout en préservant un minimum de confiance au coeur même des hostilités.

/...



POINT 95 DE L'ORDRE DU JOUR : DEVELOPPEMENT SOCIAL, A COMPRIS LES QUESTIONS RELATIVES A LA SITUATION SOCIALE DANS LE MONDE ET AUX JEUNES, AUX PERSONNES AGEES, AUX HANDICAPES ET A LA FAMILLE (suite) (A/C.3/49/L.12)

59. Mme ENHTSETSEG (Mongolie) présente au nom des auteurs le projet de résolution intitulé "Rôle des coopératives au regard des nouvelles tendances économiques et sociales" (A/C.3/49/L.12) et annonce que les pays suivants ont décidé de s'en porter coauteurs : Bénin, Equateur, Fédération de Russie, Guinée-Bissau, Inde, Kenya, Népal, Nicaragua, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie et Sénégal.

60. Les coopératives jouent un rôle important dans le renforcement des capacités productives et économiques de tous les pays, quel que soit leur niveau de développement. A ce sujet, le rapport du Secrétaire général (A/49/213) contient des informations importantes sur les contributions apportées par les coopératives au renforcement de ces capacités dans les pays en développement, dans les pays développés à économie de marché et dans les pays dont l'économie est en transition. Les auteurs du projet de résolution estiment que le rapport peut servir utilement de base à l'échange de données d'expérience concernant la création de coopératives dans le monde entier, et ils sont fermement convaincus de la nécessité de poursuivre un débat constructif à ce sujet dans les diverses instances des Nations Unies. Ils tiennent à faire savoir que ce projet de résolution est sans incidences financières sur le budget-programme et que l'objet du paragraphe 2 de son dispositif est de célébrer chaque année une Journée internationale des coopératives, surtout aux niveaux national et local. Les auteurs ont bon espoir que le projet de résolution sera approuvé par consensus, comme il l'a déjà été par le passé.

La séance est levée à 17 h 40.